



Intervention 20 janvier 2024 - Poitiers

En ce 105^{ème} jour de massacre à Gaza, nous sommes à nouveau rassembler pour exiger un cessez-le-feu.

Le 17 janvier à l'Assemblée nationale, la députée Danièle Obono posait une question concernant l'attitude de la France au sujet de la requête de l'Afrique du Sud à la Cour internationale de Justice demandant des mesures conservatoires pour éviter qu'un génocide ne soit commis dans la bande de Gaza.

Stéphane Séjourné, le nouveau ministre des Affaires étrangères, a répondu : « *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques.* »

Cette réponse sidérante appelle deux remarques.

La première, c'est qu'en associant les mots « Etat juif » au mot de « génocide », le ministre joue sur le sentiment de culpabilité savamment entretenu pour tenter de faire oublier le passé collaborationniste des dirigeants de notre pays.

La deuxième remarque, c'est que l'exploitation politique de la notion de génocide est la caractéristique même du mouvement sioniste depuis la Seconde guerre mondiale pour justifier toutes ses exactions, ses massacres, ses annexions, en se déclarant la victime absolue.

La réponse du Ministre montre non seulement à quel point la diplomatie de notre pays est tombée bien bas mais elle fait fi de l'intentionnalité des conséquences des actes commis, intentionnalité pourtant clairement énoncée par les dirigeants israéliens. Rappelons quelques unes de leurs déclarations :

- dès le 7 octobre, Netanyahu déclare que les Palestiniens paieront un prix sans précédent ; le ministre israélien de l'énergie donne l'ordre de couper toute l'électricité dans la Bande de Gaza ; un membre de la Knesset appelle à une Nakba plus grande que celle de 1948 ;
 - le 9 octobre, le ministre de la défense, Yoav Gallant, ordonne le siège complet de la Bande de Gaza, traitant ses habitants d'« *animaux humains* » et menaçant de bombarder quiconque leur viendrait en aide ; un général réserviste affirme que « *créer une sévère crise humanitaire dans la Bande de Gaza est nécessaire pour parvenir à notre but* » et que « *Gaza doit devenir un endroit où aucun humain ne peut survivre.* »
 - peu après, l'armée israélienne ordonne à l'ensemble de la population du nord de la Bande de se déplacer vers le sud dans les 24 heures ; on connaît le traitement qui sera réservé à cette population déplacée ;
 - le ministre de l'énergie s'oppose à toute entrée d'aide humanitaire y compris l'eau ;
 - le Président Herzog déclare qu'il n'y a pas de civils à Gaza et que toute la population est responsable ;
 - un réserviste israélien, responsable du massacre de Deir Yassin en 1948, appelle à triompher et à tirer sur tous les Arabes ;
 - une conseillère de Netanyahu appelle à capturer tous les Gazaouis et à les torturer un par un. Et elle décrit les supplices à leur imposer ;
 - le 16 octobre, Netanyahu déclare que c'est un combat entre les enfants de la lumière et les enfants des ténèbres, entre l'humanité et la loi de la jungle ;
 - le 22 octobre, le porte-parole de l'armée israélienne déclare que quiconque choisit de ne pas quitter le nord pour aller au sud pourrait être identifié comme complice d'une organisation terroriste ;
 - pour le ministre israélien du renseignement, il faut faire comprendre aux Gazaouis qui ont fui le nord, qu'il n'y a pas d'espoir de retour et qu'ils doivent compter sur leurs frères musulmans pour les accueillir ;
- Etc., etc.

Cette succession de déclarations des responsables politiques et militaires sans ambiguïté et au contraire dans la surenchère, affirme la volonté de détruire intégralement la société palestinienne en créant des conditions auxquelles aucun groupe humain ne peut résister.

Le résultat est là, visible en direct : 30 000 Palestiniens tués, 60 000 blessés, un territoire laminé.

Chaque jour, en moyenne,

- 247 Palestiniens sont tués, nombre d'entre eux étant littéralement réduits en miettes. Parmi eux, 48 mères (2 par heure), 117 enfants, 3 médecins, 2 enseignants, 1 employé des Nations unies, 1 journaliste.
- 10 enfants palestiniens sont amputés d'une ou des deux jambes, souvent sans anesthésie.

- 629 personnes sont blessées, certaines plusieurs fois, alors qu'elles se déplacent d'un endroit à l'autre, cherchant désespérément un refuge.

- La famine est là, organisée méticuleusement par l'agresseur israélien.

- Les épidémies se propagent.

La violence, la déshumanisation sont les armes qu'ont employées et qu'emploient tous les pays coloniaux et qui ont leur ont permis d'être la force dominante du système international inhumain. C'est cette domination que remet en cause l'action en justice de l'Afrique du Sud et que ne supporte pas le gouvernement français qui refuse de condamner Israël et de prendre des sanctions contre lui.

Quant à Israël, sans surprise, il s'est arc-bouté dans sa position et a déclaré par la bouche de Netanyahu : « *Nous rétablirons la sécurité dans le sud comme dans le nord. Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'axe du mal, ni personne d'autre* ».

Quelle que soit la qualification juridique qui sera retenue, ceux qui restent humains ont l'obligation morale de refuser d'accepter le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens et le nettoyage ethnique de centaines de milliers d'autres, cette boucherie qui s'accomplit devant leurs yeux

Mais malgré son énorme puissance de feu, l'armée israélienne n'a réussi ni à « éradiquer le Hamas », ni à libérer les otages tenue qu'elle est en échec par la résistance palestinienne et un peuple qui prend la décision de résister et de faire valoir son droit à la souveraineté et à l'autodétermination.

En Cisjordanie, sous couvert de la guerre, l'armée israélienne a accentué son oppression et ses raids. Elle n'hésite pas à tirer depuis les airs pour tuer, comme à Gaza. Elle empêche tout déplacement et maintient les Palestiniens enfermés entre les check points, créant une situation explosive. Selon les chiffres de l'ONU, depuis le 7 octobre, 344 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie, dont 88 enfants, certains d'entre eux par des colons. Depuis l'annonce en début de semaine de la « fin des opérations intensives » dans le nord, l'armée israélienne déplace des forces de Gaza vers la Cisjordanie. « *Stimulées par les massacres aveugles perpétrés à Gaza* », nous dit Gideon Levy journaliste israélien, « *ils voudront poursuivre leur excellent travail dans cette région également.* »

Ce sont bien tous les Palestiniens qui sont visés. Si nous n'arrêtons pas le bras des assassins, c'est tous les Palestiniens qui y passeront. Alors il n'y a pas de génocide M. Séjourné ?

Tandis qu'Israël poursuit ses opérations génocidaires à Gaza, les forces militaires anglo-états-uniennes bombardent le Yémen qui, en solidarité avec la Palestine, bloque le trafic à destination d'Israël. Mardi, c'est l'Iran qui frappait le Kurdistan irakien pour « *détruire un QG du Mossad* », le service d'espionnage israélien. Liban-sud, Yémen, Iran : l'embrasement régional n'est plus à craindre, il s'étend.

Si on ajoute la volonté de l'OTAN, de l'UE, de la France de poursuivre la guerre contre la Russie quitte à rendre l'Ukraine exsangue, et l'appel du Président Macron au « *réarmement civique et moral* » de la jeunesse ajouté à sa loi de programmation militaire, c'est un climat de guerre qui s'installe et contre lequel on doit s'unir et se mobiliser pour neutraliser la géopolitique impériale postcoloniale occidentale et empêcher cette course à la guerre.

Dans l'immédiat, l'urgence absolue c'est d'imposer un cessez-le-feu immédiat et permanent et la fin du blocus de la Bande de Gaza.

Il faut aussi imposer :

- des sanctions contre l'Etat d'Israël et mettre fin à toute collaboration avec lui ;
- la fin de la colonisation et de l'occupation, causes premières de toutes les haines, de toutes les violences ;
- la libération de tous les prisonniers palestiniens ;
- la liberté et l'égalité pour tous les peuples du Jourdain à la Méditerranée, la sécurité et la tranquillité pour les juifs et les musulmans de France et d'ailleurs ;

Encore une fois crions notre solidarité avec le peuple résistant et que nos voix portent jusqu'à Gaza :

On est là, on est là / même si Macron ne veut pas nous on est là/ Pour l'honneur d'la Palestine

Et de ceux qu'on assassine/ Même si Macron ne veut pas nous on est là !

Rdv tous les samedis à 16 heures devant la Maire. N'hésitez pas à laisser vos coordonnées.